

**Entretien à quatre entre
Jean-Louis Auduc, Laurent Lafforgue, Marc Le Bris et Gilbert Sibieude ,
paru dans l'hebdomadaire « Famille chrétienne »
(numéro 1473 du 8 au 14 avril 2006)**

Propos recueillis et rédigés par Clotilde Hamon.

Si la question de la lecture soulève autant de polémiques, n'est-ce pas parce qu'à travers elle se profile le procès des dérives pédagogiques du système scolaire ?

Gilbert Sibieude – La bataille de la lecture qui fait rage en ce moment me paraît stratégique. C'est la porte verrouillée, qui va permettre de rentrer dans l'école primaire. Et on va s'apercevoir qu'à l'intérieur tout a été détruit.

Discutez avec les spécialistes du fonctionnement du cerveau et de la maturation de l'enfant, ils vous disent que c'est entre 6 et 12 ans que se mettent en place les fondements de la pensée symbolique. C'est un socle indispensable, faute de quoi on se retrouve chaque année avec des dizaines de milliers de naufragés de l'enseignement, handicapés à vie.

Pour les parents, quels que soient les motifs et les responsables, c'est une réalité insupportable, qu'on ne peut plus continuer d'accepter.

Jean-Louis Auduc – Je partage le constat alarmant qu'à l'heure actuelle il y a trop d'enfants qui ne maîtrisent pas le lire et l'écrire. Je crois que depuis vingt ans on confond la mise en activité des élèves et la mise en apprentissage, c'est-à-dire le fait de les faire travailler. Confusion que j'assume en partie pour ne m'en être pas suffisamment rendu compte ; et quand on est pilote, on a des responsabilités. C'est vrai qu'à l'heure actuelle dans les classes, on utilise davantage les ciseaux et le pot de colle qu'on ne pratique le lire et l'écrire. Il faut recentrer l'enseignement sur les apprentissages.

Cela étant, les élèves en échec en lecture ont des caractéristiques qui obligent à s'interroger au-delà des méthodes choisies : ils sont plus de 15 % des garçons et moins de 4 % des filles. Cette fracture "sexuée" est une réalité. Il y a une nécessité de recherches dans ce domaine !

Marc Le Bris – Il faut quand même raconter comment les choses se sont passées historiquement et qui est responsable de quoi.

Il y a trente ans, il y a eu une prise de pouvoir idéologique à l'intérieur de l'éducation nationale, à laquelle j'ai d'ailleurs innocemment participé puisque j'étais jeune instituteur. Prise de pouvoir idéologique, disons pédagogique, qui s'est peu à peu cristallisée dans des textes de loi installant une pédagogie et une seule, qui se croit définitive et qui d'ailleurs est liée aux illusions sur les lendemains qui chantent du début du siècle dernier.

Laurent Lafforgue – De l'école primaire à l'université, la déstructuration de l'enseignement a des effets à long terme. Au collège, les professeurs constatent que les élèves n'ont plus de mémoire, parce qu'on ne leur a plus demandé d'apprendre par cœur dans le primaire.

Mais le constat le plus frappant, c'est la destruction du raisonnement, de la capacité logique, ce que des professeurs de mathématiques et de sciences attribuent avant tout à la disparition de la grammaire de phrase. Il est désormais courant d'ignorer que si A implique B et B implique C, alors A implique C, ou de confondre équivalence et implication. Les règles de logique les plus élémentaires ne sont plus intériorisées.

En Deug de sciences aujourd'hui, les démonstrations sont souvent hors programme, parce que trop difficiles pour les jeunes. Les programmes des lycées font illusion parce qu'ils emploient des mots savants comme «dérivées» ou «intégrales», mais ces mots ne servent plus à de véritables raisonnements.

Gilles de Robien vient de convoquer l'ensemble des recteurs et des inspecteurs de l'éducation nationale à un séminaire intitulé «Apprendre à lire à l'école primaire». Parmi eux, certains avaient vigoureusement pris à partie le ministre et sa circulaire. Vont-ils suivre les consignes ?

Marc Le Bris – Ce séminaire sur la lecture est une mise au pas. Cela veut dire que sur une circulaire anodine qui n'interdit d'ailleurs rien, il y a une réaction des syndicats et des associations qui à l'intérieur même de l'éducation nationale disent ouvertement : nous refusons d'abdiquer ! Aujourd'hui, il ne reste plus comme obstacle à ce déblayage que les carrières de quelques dizaines à quelques centaines de faux chercheurs qui se prétendent des scientifiques alors que ce sont tout simplement des alchimistes. Le jargon, c'est la langue des alchimistes.

Jean-Louis Auduc – Je trouve parfaitement normal que le ministre ait fait une circulaire et que nous débattions de sa mise en application. Cela ne me choque pas qu'on ait un certain nombre de clarifications nationales pour y répondre, car l'équité républicaine veut qu'on fasse la même chose sur toute la France et que ça ne soit pas laissé au bon sens des uns ou au mauvais sens des autres, à condition que cela ne fasse pas oublier la diversité des publics scolaires.

Aujourd'hui, nous sommes à la croisée des chemins, on va renouveler la moitié des enseignants. Il y en a un certain nombre qui ont continué à enseigner avec les méthodes clas-siques. Ne jetons pas le bébé avec l'eau du bain, et interrogeons-nous sur ce que devrait être un vrai compagnonnage permettant de former les nouveaux enseignants par les enseignants qui réussissent.

Laurent Lafforgue – Vous parlez comme si nous étions à convaincre, mais ce n'est pas nous qu'il faut convaincre. Des stagiaires d'IUFM ou certains formateurs m'envoient les consignes qu'ils reçoivent, comme celle-ci : «Attention, je ne veux pas voir dans vos emplois du temps : grammaire, orthographe, conjugaison, lecture...» Qui est responsable, sinon les dirigeants de cet IUFM ? S'ils ne sont pas d'accord, pourquoi ne démissionnent-ils pas ?

Les IUFM sont au cœur de la polémique, beaucoup de jeunes stagiaires s'en plaignent amèrement...

Jean-Louis Auduc – Il faudrait qu'il y ait en IUFM une meilleure clarté des consignes données à tous les formateurs. Je le dis clairement : faire de l'orthographe, de la grammaire avec les élèves, est indispensable.

Au-delà de nos parcours respectifs, je ne suis pas sûr que nous ayons des points de désaccords fondamentaux. Mais quand on est dans une position institutionnelle comme moi, l'application sur le terrain n'est pas évidente, dans un IUFM où on forme chaque année 1 800 professeurs des écoles, avec 53 groupes de gens en formation, 53 équipes de formateurs.

J'essaie de faire partager ces préoccupations là où je suis, sans avoir – je m'en excuse – d'autre pouvoir de décision que le magistère de la parole et de l'écrit. Et je suis en train de construire un nouveau plan de formation selon les consignes données par le ministre, c'est une obligation pour tous les IUFM.

Marc Le Bris – Je reviens sur votre formateur, qui interdit la grammaire, l'orthographe, etc. : il fait ce que disent les programmes et ce que la quasi-totalité des personnels autorisés de l'éducation nationale demandent sinon imposent. Il fait de l'ORL (observation raisonnée de la langue).

L'ORL, c'est la négation de la grammaire, comme la visite du musée est la négation de l'apprentissage du dessin et de la peinture. C'est bien d'aller au musée, mais il y a un moment donné où il faut prendre la terre en retroussant ses manches et faire la sculpture avec, ou le pinceau et faire la peinture. C'est bien d'observer la langue, mais il y a un moment donné où il faut prendre le mot pour savoir si c'est un nom ou un pronom et s'il est COD ou épithète. Ça porte un nom : la grammaire. Mais celle-ci est combattue depuis trente ans, et la victoire est totale.

Votre IUFM, comme tous ceux de France, répète des horreurs pareilles. Il y a certes des gens comme vous qui ont dit «stop !», mais c'est quand même un scandale énorme.

Jean-Louis Auduc – Soyons clairs : on a créé les IUFM dans une situation historique particulière. Sans vouloir dédouaner les responsables d'IUFM sur ce qui se passe aujourd'hui, il faut rappeler comment cela s'est passé : on a créé le cadre et après on s'est demandé quoi mettre dedans. La loi sur la création des IUFM fait dix lignes, elle ne s'interroge ni sur la place du concours, ni sur le contenu. En plaçant le concours en fin de première année, on réduit à un an ce qu'on faisait en deux/trois ans.

En plus, on est parti d'une folie qui consistait à penser qu'on pouvait donner de larges plages de formation commune à tout le monde, du professeur d'école à celui de BTS, avec des « pédagogies communes » pour des gens dont on ne savait pas s'ils seraient nommés pour des élèves de 2, 11 ou 18 ans. On a donc fait de la psychologie d'un enfant "virtuel" qui n'existe pas.

Laurent Lafforgue – Les instituteurs d'il y a quarante ou cinquante ans étaient en charge d'enseigner des choses très sérieuses, de grande qualité, et ils avaient été bien formés pour cela. On demande aux instituteurs d'aujourd'hui de faire autre chose, et on les déforme. Pour moi, les IUFM sont des instituts de déformation des maîtres, des endroits où l'on pervertit les instituteurs, il vaudrait mieux qu'ils n'existent pas !

Seules s'en sortent les personnes assez bien armées sur le plan intellectuel pour résister aux doctrines qu'on déverse sur eux, comme Rachel Boutonnet ou François Vermorel qui ont témoigné dans leurs livres. Beaucoup de jeunes mal armés pour exercer pleinement leur esprit critique, et qui sont soumis à la pression des IUFM où il n'y a ni liberté de penser ni liberté d'expression, se laissent imprégner par l'endoctrinement qu'ils subissent.

Vos discours à cette table sont relativement raisonnables, mais ce qui m'étonne c'est que depuis quinze ans, les IUFM, y compris le vôtre, tiennent le discours inverse. J'ai même entendu dire que Créteil était particulièrement en pointe.

D'où viennent ces blocages ? Pourquoi est-il si difficile de débattre des questions pédagogiques ?

Jean-Louis Auduc – En France, l'école s'est construite comme une affaire d'état et qui a vécu repliée sur elle-même, jouissant de la confiance populaire, jusque dans les années 70.

Et puis, dans les années 1970–1985, quand on est brutalement passé en quatrième et troisième de collège, de 15 % d'une classe d'âge scolarisée en 1966 à 75 %, cette école s'est posée la question de la démocratisation : comment donner au plus grand nombre ce qu'on donnait avant à une minorité ? Plutôt que de s'interroger sur la transmission, en tenant compte du contexte de ces jeunes, on a tenté des solutions basées sur l'activisme pédagogique au lieu de se centrer sur les apprentissages.

J'ai été enseignant en collège en Seine-Saint-Denis pendant vingt ans, nous avons été à la recherche de "recettes" pour faire réussir ces élèves. C'est vrai qu'à certains moments, la tentation d'une baguette magique, sous forme d'une méthode assurant à coup sûr la réussite de tous les élèves, nous a effleurés.

Laurent Lafforgue – Vous justifiez les transformations inouïes qui ont été imposées à l'école depuis les années 70 par le terme de «démocratisation». Mais l'école primaire est démocratisée depuis 1880, et c'est elle qui a été le plus transformée. Mes propres grands-parents appartenaient à des milieux populaires, ils n'avaient pas connu autre chose que l'école primaire, trois d'entre eux avaient commencé à travailler à 12 ans. Or ils maîtrisaient mieux la langue française que 80 % des bacheliers d'aujourd'hui.

Je reçois de nombreux messages sur ce sujet, comme celui de ce professeur connu de classe préparatoire, auteur de quelques-uns des meilleurs manuels, se présentant comme un pur produit de la méritocratie de la III^e République, rescapé d'un milieu social pire que défavorisé, qui m'écrit ceci : «Je puis vous garantir que dans les conditions actuelles un tel parcours serait rigoureusement impossible. Autrement dit tous ces donneurs de leçons de la démagogie pédagogique égalitariste ont abouti exactement à l'inverse de ce qu'ils prétendent vouloir : ils ont muré à jamais les cloisons entre les classes sociales et creusé des fossés infranchissables entre elles. Comme sous l'Ancien Régime et peut-être en pire, chacun se retrouve désespérément rivé au sort que lui fixe sa naissance. L'égalitarisme anti-élitiste n'a été qu'un méchant coup de poignard dans le dos des classes populaires».

Gilbert Sibieude – Quand ils ont un enfant qui ne réussit pas, la première réaction des parents est de douter de ses capacités. Ensuite, ils accusent l'instituteur. Enfin, ils découvrent que c'est l'institution école qui débloque complètement. Comme des millions de parents, je voudrais comprendre : 158 000 élèves sortant chaque année du système scolaire sans diplôme, 55 % d'étudiants qui n'ont pas le Deug en deux ans... qu'est-ce qu'on attend pour réagir ?

Marc Le Bris – La massification de l'enseignement a été décidée en 1882 et elle s'est faite petit à petit – dès 1914-1918, c'est presque gagné –, contre l'intérêt privé des parents, qui avaient besoin de petits bergers tant que le berger électrique n'existait pas, et de bras pour la moisson... Et comme on savait qu'il y aurait des élèves qui ne passeraient que un, deux ou trois ans à l'école, les programmes ont été rédigés avec une intelligence inouïe, avec des années scolaires qui se tenaient en elles-mêmes, qui étaient un tout. Des programmes qui se sont révélés être des systèmes d'enseignement remarquables.

Pourquoi a-t-on jeté tout ça en 1970 ? Parce qu'une théorie pédagogique unique, globale, se prétendant science, a renversé complètement toute la science empirique qui la précédait. Or aucune science ne jette ainsi tout ce qui la

précédait. Einstein ne nie pas Newton, il fait un pas en plus. Et la théorie d'Enstein contient Newton.

Vous accusez le grand virage pédagogique des années 70 d'avoir bloqué l'ascenseur social, alors même qu'il prétendait œuvrer pour la démocratisation scolaire...

Laurent Lafforgue – L'école française n'introduit plus à la culture les enfants qui ne la trouvent pas à la maison, c'est aussi simple que cela. Une bonne proportion des mathématiciens qui ont au moins 55 ans aujourd'hui sont d'origine populaire, fils d'ouvrier, fils de paysans, etc. Mais parmi les jeunes chercheurs que je connais, presque tous sont issus de milieux instruits, et il n'y a pas un seul, je dis bien pas un seul, enfant d'immigrés. Il y a beaucoup d'étrangers, mais des étrangers venus en France après le baccalauréat...

Marc Le Bris – Les maths et les sciences étaient au travail intellectuel ce que la force est au sport. Un endroit où il n'y a pas besoin d'un énorme arrière-plan culturel pour pouvoir réussir. Qui est-ce qui réussit dans la boxe ou le foot actuellement ? Les jeunes gens issus de l'immigration. La III^e République a réussi cet énorme effort de la Nation de "lettré" un pays entier. Là où les acquis devraient se prolonger par héritage (dans une maison où on lit, les enfants lisent), on est en train d'installer un gamin qui ne sait pas lire. Ce que la Nation a mis un siècle à établir, en trente ans, on l'a détruit.

Jean-Louis Auduc – Les programmes peuvent accentuer la fracture sociale, car certains partent trop d'un implicite : tous les enfants possèdent déjà les connaissances élémentaires avec leur environnement, les médias, et l'école doit travailler au-delà. Or c'est totalement faux. On a oublié que pour pouvoir donner du sens, il faut que les bases soient solides. Pour entrer dans ce qu'est une langue et se l'approprier, il faut maîtriser ses codes et un vocabulaire de base suffisant. Et si on veut que l'école joue pleinement son rôle, il faut que ceux-ci ne soient pas réservés à ceux qui les obtiennent dans leur famille ou dans des cours spécifiques.

Cependant, tout n'est pas si noir, l'école construit encore des réussites. Au sujet de l'ascenseur social, je voudrais avancer d'autres chiffres : académie de Créteil, concours de professeurs des écoles 2003-2004-2005, sur ces trois concours, 825 jeunes reçus scolarisés en Zep, de familles défavorisées, dont 529 issus de l'immigration de la deuxième génération. Soit un nouveau professeur sur cinq.

Qu'est-ce qui a le plus changé au moment du grand virage des années 70 ?

Gilbert Sibieude – C'est l'apparition de la pédagogie globale, qui consiste à donner à un gamin les clés d'une voiture en lui disant : voilà, tu poses toutes les questions que tu veux et dans une semaine, je te demanderai comment fonctionne le moteur à quatre temps.

On se demande pourquoi les vocations scientifiques diminuent et on explique les choses en disant qu'il y a un désintérêt. Les parents voient une autre explication : le manque complet d'équipement intellectuel.

Marc Le Bris – La particularité du primaire c'est qu'il est composé d'enfants et que les enfants ont un comportement intellectuel qui n'est pas celui des adultes. La psychologie de l'enfant qui est décrite par les IUFM, ou plutôt qui n'est plus que la conséquence de la baguette magique qu'on pourrait appeler «constructiviste»,

est une fausseté. On nous a inventé un enfant avide de preuves à 6 ans. Alors que la preuve de l'enfant de 6 ans c'est l'autorité de Maman, de Papa, ou du maître : «Mais je te dis que c'est vrai, mon papa me l'a dit !»

Ce que veulent les enfants de 6 ans, c'est des définitions. Ils veulent savoir ce que c'est. Dans le triangle, j'appelle tel segment la base et tel autre la hauteur. On ne va rien prouver, mais on va dire ce que c'est. On va faire mesurer, on va faire construire. Quand on leur aura donné les définitions, on pourra peu à peu leur demander : mais que pouvez-vous dire de ce segment-là ?

Notre travail est de leur apprendre à raisonner en partant de la réalité du raisonnement enfantin pour aller vers le raisonnement construit du monde adulte. Or, relisez toute la vulgate pédagogique des trente dernières années, elle fait exactement l'inverse.

Jean-Louis Auduc – Il y avait tout un travail en maternelle pour donner la sonorité de la langue et du lexique, ce que j'appelle le « bain linguistique », qui a sans doute été abandonné. Cela devait permettre à des élèves dont le français est la langue seconde de s'acclimater.

Prenez le Danemark, qui a le syllabique mais pas d'école maternelle : il a d'excellents résultats avec les élèves danois, mais le fait que la scolarité ne commence qu'à 7 ans conduit à ce que les enfants issus de l'immigration et dont la famille ne maîtrise pas le danois sont illettrés à 56 %.

L'apprentissage de la lecture, ce n'est pas qu'au CP, il démarre en maternelle avec la langue, se poursuit au CP avec le déchiffrage, le travail sur le code et le sens, prolongé aux cours élémentaire et moyen par un travail régulier en grammaire, orthographe, lecture, écriture.

Marc Le Bris – L'école de 1950 construisait le raisonnement avec l'analyse grammaticale et ce qu'on appelait «les problèmes». Avant d'aborder les quatre opérations au CP, on avait commencé à comprendre les notions de «plus» et de «moins» en grande section, ce qui va à droite ou à gauche, en haut ou en bas. Tout cela était donné et non deviné, c'était précis, défini, progressif... On ritualisait, ce qui est fondamental pour des petits, on guidait le raisonnement, on imposait d'écrire la phrase qui dit ce qu'on cherche : tel nombre de billes, tel montant de la monnaie.

Ces prémices du raisonnement ne sont plus mis en place : maintenant, on met les élèves devant ce qu'on appelle une «situation problème». On leur dit : le géant fait des pas de 27 mètres, et il y a 1 450 mètres à faire : combien faut-il de pas pour accomplir cette distance ? Mais ils ne savent pas diviser, ils n'ont ni la technique ni les mots mais vont devoir inventer un système (en général ils font des soustractions successives), et en plus, ils vont devoir prouver que le système qu'ils ont utilisé est bon. Au lieu d'apprendre le raisonnement et puis un jour, au collège, d'arriver à la démonstration, on a supposé le problème résolu et on leur a demandé à 8/9 ans de faire tout cela tout seuls, parce que les enfants sont censés construire eux-mêmes leur savoir.

La majorité des parents – 84 % d'après un sondage CSA pour le ministère de l'éducation nationale – se déclarent favorables à la circulaire du ministre sur la lecture. Comment expliquez-vous ce décalage ?

Gilbert Sibieude – Il y a d'abord un immense malentendu : les parents qui sont passés à l'école il y a vingt, trente ou quarante ans, ne peuvent pas imaginer que celle-ci ne fait pas pour leurs enfants ce qu'elle a fait pour eux-mêmes. Quand ces parents se retrouvent devant une difficulté, ils ne savent pas vers quel saint se tourner.

C'est ce qui nous a poussés à créer l'association Famille, Ecole, Education (1). Car les parents sont très absents institutionnellement parlant. Les associations familiales ou de parents ne les représentent absolument pas dans ce domaine.

Marc Le Bris – Ce désarroi des parents est devenu un vrai problème de société. Au point que les politiques commencent à s'en mêler de plus près – voir le discours de Nicolas Sarkozy à la récente convention de l'UMP sur l'éducation. La question éducative va peut-être jouer à la prochaine élection présidentielle ce que la question de la sécurité a joué dans les élections précédentes.

Dans le combat pour l'école, une force de mobilisation est en train d'émerger, notamment à travers la convergence inédite entre vieux «laïcards» et républicains héritiers de Condorcet, et les catholiques dans la tradition de Bossuet.

Mathématicien d'envergure internationale, médaillé Fields en 2002, Laurent Lafforgue est professeur à l'Institut des hautes études scientifiques, et membre de l'Académie des sciences. Après qu'il a été nommé au Haut Conseil de l'éducation, on lui a demandé au bout de quelques jours d'en démissionner, pour cause de propos trop violents sur l'état de l'Éducation nationale et sur la responsabilité de ses instances dirigeantes.

Directeur adjoint de l'IUFM (Institut universitaire de formation des maîtres) de Créteil (Val-de-Marne), Jean-Louis Auduc est un partisan de la participation des parents dans la sphère éducative. Son dernier ouvrage, paru en novembre 2005, s'adresse à eux : « Parents, ne restez pas sur le trottoir de l'école » (Nathan).

Ancien cadre dans de grandes entreprises, Gilbert Sibieude est cofondateur de l'Association Famille École Éducation et du site www.lire-ecrire.org. Porte-parole des familles, il fédère témoignages et travaux pour lutter contre la crise de l'école. Il est l'auteur, avec Gilbert Castellanet, de « Apprendre à lire à la maison » (F.-X. de Guibert).

Instituteur et directeur d'école publique à Médréac (Ille-et-Vilaine), Marc Le Bris est l'auteur de « Et vos enfants ne sauront pas lire... ni compter ! », un livre best-seller dénonçant, une multitude d'exemples à l'appui, la faillite obstinée de l'école française (Stock). Homme de gauche, et ancien adepte des pédagogies constructivistes, il se bat aujourd'hui pour le retour au bon sens.